

Business Mauritius : « Un budget qui choisit la croissance à l'austérité »

Port-Louis, le vendredi 11 juin 2021. Le Budget 2021-22 a été bien accueilli par la communauté des affaires. Pour Business Mauritius, la stratégie annoncée par le ministre des Finances, Renganaden Padayachy, jette les bases pour une relance durable de l'économie et une refonte de nos principaux secteurs d'activité pour consolider notre résilience. Vidia Mooneegan et Kevin Ramkaloan, respectivement président et *Chief Executive Officer* de l'association, accompagnés des neuf *partner members* représentant les principaux secteurs économiques, ont animé une conférence de presse, le vendredi 11 juin 2021, à Port-Louis, à la suite du discours budgétaire.

« C'est un budget de relance qui mise sur la croissance, plutôt que l'austérité. Les mesures annoncées ramèneront la confiance et donneront une nouvelle impulsion à l'investissement privé. D'ailleurs, la mise sur pied d'un High-Level Committee on Private Investment améliorera la communication entre les secteurs privé et public à travers des réunions mensuelles présidées par le Premier ministre. Cette structure permettra des échanges afin d'élaborer des mesures adaptées et de suivre leur mise en œuvre », a déclaré Vidia Mooneegan, président de Business Mauritius.

« Nous retrouvons dans ce budget certaines propositions phares de la communauté des affaires. Il reflète un esprit de partenariat public-privé, nécessaire pour une relance réussie. L'annonce de dates précises quant à la réouverture des frontières permettra à l'économie de redécoller. Nous avons noté la forte ambition en matière d'énergies renouvelables, qui passent de 40 % à 60 % du mix énergétique d'ici 2030, notamment l'adoption du National Biomass Framework. Ce secteur a un réel potentiel d'investissement et de création d'emplois. L'introduction du Regulatory Impact Assessment est aussi un 'game-changer' puisqu'il améliorera le climat des affaires », a fait ressortir Kevin Ramkaloan.

L'association a salué la création d'une Financial Crime Commission qui devrait permettre au pays de sortir de la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI), mais aussi de la liste noire de l'Union européenne. Les amendements apportés aux Occupation Permits pour les professionnels et les étudiants étrangers devraient ouvrir davantage le pays aux talents. D'autres mesures dans le secteur pharmaceutique, la construction et l'immobilier, la formation, les nouvelles technologies, la recherche et l'innovation, entre autres, ont aussi été soulignées.

Pour Business Mauritius, la prévision de croissance de 9 % est très ambitieuse mais pas impossible à atteindre. Pour ce faire, une collaboration étroite entre les secteurs privé et public est requise. L'efficacité de l'*Implementation and Monitoring Committee* est décisive afin de veiller à la mise en œuvre des projets d'infrastructure. L'association aurait également souhaité voir un plan de gestion des dépenses ainsi que des réformes structurelles pour lesquelles elle propose des consultations.

-FIN-